



Un partenariat stratégique franco-suédois pour l'innovation et les solutions vertes

Feuille de route

17/11/2017

Table des matières

Objectif du partenariat stratégique et feuille de route.....	3
Structure et mise en œuvre du programme d'action.....	3
Priorités et domaines d'action.....	5
1/ DES SOLUTIONS VERTES POUR LES TRANSPORTS, LES ÉNERGIES PROPRES ET LES VILLES INTELLIGENTES.....	5
Échanges sur les véhicules économes en carburant et sur le passage à des véhicules et systèmes de transport à émissions nulles.....	5
Échanges sur les bancs d'essai.....	5
Échanges sur le développement de batteries électriques.....	6
Échanges sur les véhicules connectés.....	6
Échanges sur la transformation numérique des transports.....	6
Partenariat stratégique sur les énergies propres.....	6
Dialogue et échanges sur les villes vertes, inclusives et durables.....	7
Systèmes de chauffage durables.....	8
2/ UNE FINANCE VERTE POUR UNE ECONOMIE ADAPTEE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES.....	10
Mise en commun de bonnes pratiques en matière de financements verts et durables.....	10
Préparatifs du Sommet pour le climat de 2017.....	11
Dialogue sur la prise en compte des changements climatiques par les acteurs financiers.....	12
Échanges sur le développement de la finance verte.....	12
3/ TRANSFORMATION NUMERIQUE, INDUSTRIE INTELLIGENTE ET JEUNES POUSSÉS.....	13
Échanges sur l'intelligence artificielle.....	13
Échanges sur l'innovation dans le domaine spatial.....	13
Semaine conjointe des <i>start-ups</i>	14
Échanges de vues sur les programmes destinés aux jeunes pousses.....	14
Échange de connaissances sur la transformation numérique dans les PME.....	14
Échanges dans le domaine des infrastructures de recherche.....	14
Échanges sur l'innovation de rupture.....	15

4/ L'INNOVATION EN MATIERE DE SANTE ET DE SCIENCES DE LA VIE	16
Échanges sur la transformation numérique de la santé et des sciences de la vie	16
Coopération stratégique en matière de résistance aux antimicrobiens	16
Mise au point de méthodes de caractérisation des perturbateurs endocriniens	17

Le présent document établit le cadre du partenariat stratégique pour l'innovation signé par les gouvernements de la France et de la Suède le 17 novembre 2017.

Objectif du partenariat stratégique et feuille de route

L'objectif global de ce partenariat est de renforcer la relation et la coopération entre la France et la Suède dans les domaines de l'innovation, de la transformation numérique et des solutions durables. Cette coopération devrait reposer sur la participation du secteur privé, des jeunes pousses, des universités et du secteur public.

La présente feuille de route établit le cadre de la coopération et pourra être actualisée pendant un délai de deux ans au maximum. Elle a été élaborée en tenant pleinement compte du fait que les systèmes nationaux de la France et de la Suède en matière d'innovation ont des caractéristiques différentes et que cette diversité représente un atout pour la coopération. L'objectif est d'attirer l'attention sur les domaines dans lesquels une intervention pourrait aider à relever les deux principaux défis auxquels nos sociétés sont confrontées, la transformation numérique et les changements climatiques.

Structure et mise en œuvre du programme d'action

Ce programme d'action a été élaboré grâce à des contributions issues de discussions stratégiques au niveau politique et émanant d'autorités publiques et d'acteurs privés. Il est axé autour de quatre priorités et domaines d'action, chacun d'entre eux comprenant des propositions spécifiques :

1. Les solutions vertes pour les transports, les énergies propres et les villes intelligentes
2. Une finance verte pour une économie adaptée aux changements climatiques
3. La transformation numérique, l'industrie intelligente et les jeunes pousses
4. L'innovation en matière de santé et de sciences de la vie

Les actions décrites dans ce programme seront mises en œuvre par différents groupes d'acteurs, sans qu'un mode de réalisation particulier ne soit imposé. Il conviendra d'utiliser les structures de coopération adaptées quand elles existent, tant au niveau européen que national, par exemple le programme Eureka, Horizon 2020 ou les Programmes suédois de partenariat pour l'innovation. Afin d'accroître les possibilités de coopération future, les actions conjointes mentionnées dans la présente feuille de

route seront suivies tant au niveau stratégique qu'au niveau opérationnel par le cabinet du Premier ministre français et par le ministère suédois des Entreprises et de l'Innovation.

Priorités et domaines d'action

1/ DES SOLUTIONS VERTES POUR LES TRANSPORTS, LES ÉNERGIES PROPRES ET LES VILLES INTELLIGENTES

Réduire fortement les émissions de gaz à effet de serre du secteur des transports est un objectif clé pour la France comme pour la Suède, ce secteur étant responsable de la majeure partie des émissions de dioxyde de carbone. La Suède a déjà fixé un objectif de réduction des émissions de ses transports intérieurs (à l'exception des transports aériens) à l'horizon 2030 d'au moins 70 % par rapport au niveau de 2010. La France a annoncé son ambition de mettre fin à la vente de véhicules utilisant des combustibles fossiles d'ici 2040. Le volet recherche est essentiel pour atteindre cet objectif. Les Programmes suédois de partenariat pour l'innovation incarnent une approche collaborative de l'innovation, visant à élaborer des solutions économiquement viables et à créer des emplois. Ces programmes sont des actions concertées pour trouver des solutions innovantes à un certain nombre de problèmes mondiaux majeurs ; ils pourraient concourir à la réalisation du présent partenariat.

Échanges sur les véhicules économes en carburant et sur le passage à des véhicules et systèmes de transport à émissions nulles

Les véhicules économes en carburant, ainsi que le passage à des véhicules à émissions nulles, sont indispensables pour réduire l'impact climatique du secteur des transports, comme le soulignent la France et la Suède dans leurs Plans Climat. Les trains à grande vitesse peuvent avoir, dans ce cadre, un rôle important à jouer. De nouvelles solutions sont nécessaires si nous voulons satisfaire les besoins de demain en transports efficaces et faire face aux enjeux du changement climatique.

C'est pourquoi **un débat et des échanges au niveau ministériel** sont prévus sur la **meilleure façon de parvenir à un secteur des transports compétitif et n'utilisant pas de combustibles fossiles, et sur le transport des marchandises par rail plutôt que par camion** ; ils pourront associer les acteurs français et suédois les plus impliqués et les plus actifs dans ce domaine.

Échanges sur les bancs d'essai

La Suède peut proposer des bancs d'essai pour la conduite automatisée et connectée dans les villes de Stockholm, Göteborg et le long des autoroutes. Ces bancs d'essai peuvent être mis en place dans des environnements connectés en 5G. La Suède a également installé des zones d'essai pour mettre au point de nouvelles solutions dans le domaine des routes électriques à circulation dense. La France, qui élabore sa propre

stratégie nationale, considère également que le **développement de l'utilisation des bancs d'essai** est essentiel pour accroître l'innovation dans l'industrie, en particulier dans le secteur automobile. La France propose également des bancs d'essai, notamment Car2road et Transpolis. La coopération entre groupes automobiles français et suédois, en particulier Mov'eo, Véhicule du futur et LUTB, pourrait être renforcée, ainsi que les échanges concernant le programme *Drive Sweden*.

Échanges sur le développement de batteries électriques

La question stratégique du développement de batteries électriques européennes compétitives au niveau international pour le secteur automobile et les autres secteurs a été examinée dans plusieurs États membres de l'UE. Des échanges de vues franco-suédois au niveau technique entre les acteurs concernés par ce sujet seront organisés d'ici 2018.

Échanges sur les véhicules connectés

Les entreprises des deux pays devraient également être incitées à coopérer plus étroitement sur les véhicules connectés. Cette question sera au cœur du prochain salon SOLUTRANS à Lyon, en novembre 2017, où la Suède sera l'invitée d'honneur. Un atelier conjoint franco-suédois sera organisé. Par ailleurs, un groupe d'acteurs français du secteur participera en 2018 au salon sur l'électronique embarquée et les services connectés (*Vehicle Electronics and Connected Services*) de Göteborg. Les gouvernements suédois et français coopéreront dans le cadre des dialogues sur la conduite automatisée et connectée.

Échanges sur la transformation numérique des transports

Dans le secteur des transports, la transformation numérique va jouer un rôle croissant à partir de la collecte et de l'analyse de données. En Suède, de nouvelles solutions de mobilité, comme *Mobility as a Service*, l'analyse des mégadonnées et la coopération dans ce domaine sont en cours de développement en partenariat avec le secteur privé. En France, de nombreuses entreprises ont déjà élaboré des solutions innovantes reposant sur l'analyse des mégadonnées. **Des échanges sur ce thème, centrés sur les questions de réglementation (au niveau national et européen) et la protection des consommateurs, pourraient être organisés en 2018 entre les acteurs concernés.**

Partenariat stratégique sur les énergies propres

Le développement et la mise en place d'énergies propres sont indispensables pour atteindre nos objectifs climatiques à long terme. La France et la Suède s'engagent

dans un partenariat stratégique, dans le but de faire progresser l'agenda mondial sur ce sujet et d'accélérer la transition vers des énergies propres.

Le point de départ de cette coopération sera le Sommet de Paris sur le climat du 12 décembre prochain. **Un entretien entre la direction générale française de l'énergie et du climat et le ministère suédois de l'environnement et de l'énergie est prévu à l'issue du Sommet, afin d'étudier comment les ambitions et les annonces faites lors du Sommet pourraient se matérialiser à travers les différentes structures internationales.**

La France et la Suède reconnaissent le rôle clé des bailleurs de fonds multilatéraux du développement pour soutenir les investissements dans les énergies propres. À long terme, l'objectif devrait être de supprimer définitivement le financement des investissements dans les énergies fossiles à partir de fonds de développement multilatéraux, afin de parvenir à une société sans émissions.

Le Groupe ministériel sur l'énergie propre et la Mission Innovation sont deux initiatives importantes pour soutenir la mise en œuvre de l'Accord de Paris. L'accueil par la Suède en 2018, conjointement avec l'UE et les autres pays nordiques, de la réunion du Groupe ministériel sur l'énergie propre pourrait être l'occasion pour nos pays d'étudier les possibilités d'actions communes pour soutenir le développement et la mise en place de technologies à énergie propre.

Dialogue et échanges sur les villes vertes, inclusives et durables

La construction de villes vertes, inclusives et durables est un enjeu majeur pour la France et la Suède. Les deux pays font face à une croissance rapide de leurs principales villes, avec à la clé une forte pression sur le développement urbain. Ils sont confrontés à des défis communs pour fournir des services publics innovants, efficaces et durables. Des solutions adaptées à l'augmentation du nombre d'habitants sont nécessaires dans les domaines de la gestion des déchets, du traitement des eaux, des transports, etc. La planification d'un système de transports vert et efficace, le développement de la biodiversité et la promotion de la diversité sociale, la promotion de la construction de bâtiments économes en énergie comme les bâtiments industriels en bois qui contribuent à la bioéconomie, sont autant d'autres enjeux importants.

Les deux pays ont une longue expérience dans ces domaines et mettent en œuvre des solutions innovantes. En France, l'ambitieux projet du Grand Paris et le quartier de La

Confluence à Lyon sont des exemples de solutions innovantes, tout comme les démarches d'attribution de labels aux ÉcoQuartiers, aux ÉcoCités et aux Démonstrateurs industriels pour la ville durable. En Suède, l'ÉcoQuartier vert d'Hammarby Sjöstad, les immeubles à plusieurs étages en bois de Sundbyberg, le quartier de Vallastaden à Linköping et le port maritime royal de Stockholm sont des exemples de solutions innovantes et de nouveaux modèles d'organisation sociale. Les deux pays disposent d'organismes comme *Smart City Sweden* ou Vivapolis, qui permettent aux différents acteurs, publics et privés, de coopérer et de partager leur expertise pour élaborer de nouvelles solutions innovantes. Par conséquent,

- **un groupe de travail franco-suédois sur les villes intelligentes, résilientes et durables**, réunissant les acteurs concernés, notamment des représentants de l'initiative bilatérale « Alliance », de *Smart City Sweden*, de Vivapolis et des autorités nationales et locales compétentes, pourrait être mis en place début 2018, dans le but d'examiner ensemble les défis auxquelles nos villes sont confrontées et d'échanger sur les innovations technologiques et les bonnes pratiques en matière de gouvernance de projets. Ses travaux pourraient se fonder notamment sur la coopération bilatérale déjà existante « Alliance » et comporter des actions conjointes visant à encourager un comportement écoresponsable des habitants et des passerelles pour l'innovation, promouvoir l'équité et la justice environnementale dans les efforts des villes pour faire face aux changements climatiques, et intensifier les travaux d'amélioration de l'efficacité énergétique.
- **Une rencontre d'entreprises entre les acteurs français et suédois des domaines des écotecnologies et des villes intelligentes** pourrait également être organisée.
- Les deux pays s'engagent de même à poursuivre leur **coopération dans le cadre de l'Alliance mondiale pour les bâtiments et la construction**.

Systèmes de chauffage durables

La France et la Suède étudieront les possibilités de renforcer leur coopération en matière de développement de systèmes de chauffage et de refroidissement durables. Attaché de longue date à la question de l'efficacité énergétique et des systèmes de chauffage et de refroidissement durables, le gouvernement suédois souhaite partager l'expérience et l'expertise de ses fournisseurs avec ses partenaires internationaux. L'objectif de cette initiative est de permettre, par un dialogue entre les différents acteurs, l'accélération du développement des réseaux de chauffage (chauffage urbain), en présentant de nouvelles idées et de nouvelles technologies et

en développant une coopération plus étroite entre les entreprises et les acteurs politiques en France et en Suède.

2/ UNE FINANCE VERTE POUR UNE ECONOMIE ADAPTEE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

La France et la Suède coopèrent déjà afin de mettre au point des outils destinés à financer la transition vers une économie sobre en carbone et résiliente face aux changements climatiques. Cette coopération a également pour buts d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat et de mettre en place un cadre approprié pour permettre aux entreprises et aux établissements financiers d'accélérer leur verdissement.

La France et la Suède travaillent également en rapport étroit au sein des organes directeurs des principaux fonds multilatéraux pour l'environnement et le climat comme le Fonds vert pour le climat et le Fonds pour l'environnement mondial. La Suède et la France ont un rôle de premier plan à jouer pour assurer un niveau ambitieux de ressources pour ces deux fonds.

Ce partenariat stratégique offre une occasion unique de tirer parti de ces succès pour développer notre coopération bilatérale dans le domaine de la finance verte grâce aux actions ci-après :

Mise en commun de bonnes pratiques en matière de financements verts et durables

La France et la Suède se proposent d'unir leurs efforts, tant au niveau européen qu'au niveau mondial, pour favoriser la mise en œuvre de bonnes pratiques en ce qui concerne la publication par les entreprises d'informations appropriées permettant aux établissements financiers d'évaluer, de déterminer le prix et de gérer efficacement les risques et les opportunités liés au climat. La *Task force on Climate-related Financial Disclosures* du Conseil de stabilité financière a élaboré à l'intention des sociétés non financières, banques, compagnies d'assurances et autres établissements financiers un cadre pour la publication d'informations sur les questions liées au climat. La France et la Suède considèrent que la mise en œuvre effective de ses recommandations constitue une priorité. La France a déjà adopté en août 2015, avec l'article 173 de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte, des mesures innovantes de ce type applicables aux entreprises et aux établissements financiers. En Suède, des exigences analogues ont été mises en œuvre en 2016 pour les sociétés non financières ; elles devraient entrer en vigueur pour les fonds d'investissement suédois (OPCVM et FIA) au 1^{er} janvier 2018, et pour les fonds de pensions publics dans le courant de l'année 2018. **La France et la Suède agiront de concert en faveur de la mise en œuvre de ces recommandations au niveau**

européen et au niveau mondial, et s'emploieront à convaincre d'autres pays de veiller à ce que les informations appropriées soient rendues publiques et d'adapter leur législation en conséquence.

Sur un plan plus large, la France et la Suède agiront de concert afin de soutenir le développement de financements verts et durables dans l'UE. Les travaux en cours du Groupe d'experts de haut niveau de l'UE sur le financement durable constituent une occasion unique de développer de meilleurs modes de financement en Europe ; la France et la Suède ont déjà pris des mesures en ce sens au niveau national. La France a mis en place un certain nombre de mesures volontaires en faveur de la finance verte, comme des écolabels dédiés liés aux investissements verts et responsables, et a émis une obligation d'État verte (7 milliards d'euros sur 22 ans) qui constitue une référence. La Suède a, pour sa part, annoncé le lancement d'une étude sur le développement du marché des obligations vertes.

Préparatifs du Sommet pour le climat de 2017

La France et la Suède se proposent d'échanger en substance sur la préparation du Sommet de Paris pour le climat du 12 décembre. Il est proposé d'entreprendre les actions ci-après :

- À partir de l'expérience de leur coopération antérieure au niveau mondial, la France et la Suède pourraient étudier ensemble les moyens d'engager les autres parties prenantes à mobiliser des financements à grande échelle en faveur du climat, notamment en mettant en valeur des exemples positifs. Lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, nos deux États ont accueilli conjointement une manifestation consacrée à ce sujet (*From Billions to Trillions*) qui a permis, parmi bien d'autres exemples, de présenter la réussite de la coopération entre des fonds de pensions suédois et des investisseurs français pour convertir leurs portefeuilles d'investissements dans une direction plus soutenable.
- Des visites ministérielles dans les deux pays pourraient être l'occasion d'entretiens approfondis, aux niveaux politique et technique, sur la préparation et le suivi du Sommet pour le climat, ainsi que sur d'éventuelles annonces conjointes.
- La France et la Suède pourraient également avoir des échanges avec les parties prenantes appropriées sur la préparation de la *Climate Finance Day* qui aura lieu le 11 décembre à Paris, afin de faire le point sur le développement des financements verts.

Dialogue sur la prise en compte des changements climatiques par les acteurs financiers

Développer et structurer le dialogue entre les autorités publiques compétentes des deux pays sur les modalités de prise en compte des changements climatiques par les acteurs financiers, notamment en termes de supervision et de mesures réglementaires. Un séminaire *ad hoc* pourrait être organisé en 2018 à Paris par la DG Trésor et la Banque de France. Il pourrait constituer une bonne base de départ pour orienter dans la direction voulue les travaux de l'UE dans ce domaine. Un exemple concret concernerait l'examen en cours des autorités européennes de surveillance, qui aborde entre autres leur rôle en matière de financement durable.

Échanges sur le développement de la finance verte

Intervenir auprès des acteurs appropriés du marché des deux pays afin d'étudier ensemble les meilleurs moyens de développer les financements verts. Nos deux pays pourront rester engagés pour promouvoir la dynamique internationale dont bénéficie le développement de la finance verte, en mettant l'accent sur le transfert de flux financiers mondiaux en faveur des Objectifs de développement durable.

3/ TRANSFORMATION NUMERIQUE, INDUSTRIE INTELLIGENTE ET JEUNES POUSSÉS

La France et la Suède accueillent de nos jours des entreprises de tout premier rang mondial dans les secteurs de l'automatisation, de la robotique, de l'espace, des industries de base, des technologies de l'information et des télécommunications, du calcul de haute performance, ainsi que des *start ups* innovantes qui sont à l'avant-garde de la transformation numérique. Cette dernière offre de nombreuses possibilités aux personnes comme aux entreprises et affermit la position de l'Europe en tant que leader mondial de l'économie numérique. La stratégie de l'UE pour un marché unique numérique permet aux entreprises européennes de créer des emplois, d'engendrer une croissance durable et de soutenir de nouveaux modèles économiques. Afin de satisfaire les besoins à venir et de maintenir la compétitivité de l'UE, il est nécessaire de mener des initiatives conjointes dans les domaines de la recherche, de l'innovation et de l'entrepreneuriat, ainsi que d'améliorer les conditions de la transformation de l'industrie. En associant, d'une part, les compétences considérables du système européen de recherche et, d'autre part, la capacité d'innovation des écosystèmes français et suédois de *start ups* ainsi que le développement lié à la 5G, nous pourrions faire face à la concurrence mondiale et jouer un rôle de premier plan dans la nécessaire transformation vers une société durable. Dans le contexte de ce partenariat, le cadre de l'initiative EUREKA pourra également être utilisé pour favoriser la compétitivité grâce à l'entrepreneuriat reposant sur l'innovation et à la coopération entre les petites et grandes entreprises, instituts de recherche et universités français et suédois.

Échanges sur l'intelligence artificielle

Pour la France comme pour la Suède, l'intelligence artificielle constitue une technologie numérique essentielle appelée à devenir un facteur primordial des innovations et des gains de productivité à venir dans l'industrie comme au sein de la société. Des échanges pourraient être engagés au printemps 2018 entre les instituts de recherche et universités présentant le profil approprié pour servir de base à un développement et à un déploiement plus rapides de cette nouvelle technologie.

Échanges sur l'innovation dans le domaine spatial

Nos deux pays reconnaissent que **l'observation de la Terre depuis l'espace est de la plus haute importance pour suivre les changements climatiques**. La coopération qui existe de longue date entre la France et la Suède dans le domaine de la recherche et de la mise au point de technologies spatiales portant notamment sur l'observation de la Terre et les lanceurs, et l'utilisation de l'infrastructure d'Esrange (Nord de la Suède)

ont profité à l'industrie durable et à la société. Des échanges au niveau technique pourront être organisés pour renforcer cette coopération.

Semaine conjointe des *start-ups*

Les relations entre l'écosystème français French Tech et l'écosystème suédois de l'innovation devraient être renforcées. Dans ce but, **une *start-up week* réunissant de jeunes entreprises et des investisseurs sera organisée conjointement en 2018 par des acteurs français et suédois.**

Échanges de vues sur les programmes destinés aux jeunes pousses

Les synergies entre les écosystèmes français et suédois de jeunes pousses pourraient elles aussi être renforcées en faisant mieux connaître les programmes d'échanges français et suédois destinés à ces entreprises et en approfondissant la coopération entre eux. **Un premier échange de vues bilatéral sur ces programmes pourrait être engagé dans le courant de 2018.**

Échange de connaissances sur la transformation numérique dans les PME

Nos deux pays mettront en place un partenariat et lanceront un échange de connaissances afin d'étudier les moyens de soutenir les processus de transformation numérique des PME dans tous les secteurs de l'économie. Ce partenariat inscrira les actions existantes dans une nouvelle dimension bilatérale. Un premier échange de vues pourrait avoir lieu dès le printemps 2018 afin de répertorier les bonnes pratiques du programme de numérisation des PME de chacun des deux pays.

Échanges dans le domaine des infrastructures de recherche

La France comme la Suède accueillent de grandes infrastructures de recherche comme l'institut ILL, l'ESRF ou l'ESS, et pourraient unir leurs forces dans l'intérêt commun de la viabilité à long terme des infrastructures européennes de recherche.

Des échanges pourraient être organisés entre la France et la Suède afin d'étudier les moyens de tirer parti des infrastructures de recherche installées dans ces deux pays (ESS, MaxIV, SOLEIL, ILL, par exemple) dans le domaine des polymères et des matériaux. Le développement de la coopération entre équipes de recherche dans les domaines des sciences de la vie et des sciences des matériaux, notamment des échanges de chercheurs, pourrait également être envisagé. Par ailleurs, des partenaires industriels, dont des PME, seront encouragés à travailler de concert pour étudier les possibilités économiques offertes par les infrastructures de recherche.

Des échanges sur le stockage et l'utilisation de l'énergie grâce à la recherche en physique des matériaux sont également proposés. Ces échanges pourraient porter sur des applications comme la transformation d'énergie (d'énergie solaire en production d'hydrogène, par exemple), son transport (CCHT) et son stockage (prochaine génération de batteries, par exemple). La liaison avec les grands pôles de recherche au sein et à proximité des infrastructures de recherche françaises et suédoises constitue un élément clef.

Par ailleurs, les initiatives dans le domaine des matériaux légers réduisant les besoins énergétiques liés au transport et à la manutention pourraient également faire l'objet d'échanges entre la France et la Suède. Les programmes suédois de partenariat pour l'innovation dans ce domaine et les infrastructures de recherche Max IV et SOLEIL pourront être d'importants acteurs de cette coopération.

Échanges sur l'innovation de rupture

L'innovation de rupture peut changer la donne pour nos industries et nos économies. En mettant en commun les exemples de réussite et les bonnes pratiques dont elles disposent dans ce domaine, la France et la Suède étudieront, en lien avec les acteurs appropriés, les meilleurs moyens de favoriser et de développer l'innovation disruptive, tant au niveau national qu'au niveau européen.

4/ L'INNOVATION EN MATIERE DE SANTE ET DE SCIENCES DE LA VIE

Tant pour la France que pour la Suède, la santé et les sciences de la vie sont perçues comme des priorités stratégiques pour nos citoyens et nos industries. Les systèmes de santé ayant constamment besoin d'être réévalués et réformés, il est utile d'avoir des échanges de vues sur nos modèles respectifs en la matière. Nos citoyens aspirent à avoir une vie saine et une vieillesse active. Ceci stimule l'innovation dans les domaines de la santé, du bien-être et de la prévention (médecine innovante, matériel médical, diagnostics, services de santé en ligne, télémédecine, nutrition et microbiome, médecine environnementale, etc.), en s'appuyant sur l'industrie des sciences de la vie (des *start ups* aux sociétés de premier plan), avec pour objectif de fournir des solutions en termes de prévention, de traitement et de suivi.

Ces solutions innovantes devraient reposer sur un socle commun, dès lors qu'il s'agit d'évaluer leur impact et leur valeur pour les personnes, pour l'efficacité et la viabilité du système de santé et pour l'économie de l'industrie des sciences de la vie.

Échanges sur la transformation numérique de la santé et des sciences de la vie

La transformation numérique de la santé et des sciences de la vie offre de vastes potentialités non seulement pour mettre en place un système de soins centré sur les patients mais aussi pour améliorer l'efficacité et la viabilité financière de nos systèmes de sécurité sociale. **Des échanges d'expérience sur de bonnes pratiques pourraient avoir lieu entre la France et la Suède**, par exemple sur la médecine personnalisée, la télémédecine et les services de santé en ligne, le cadre juridique européen applicable aux données et ses conséquences en matière de soins de santé, de nouveaux modes d'organisation donnant lieu à la mise en œuvre de solutions innovantes, l'accès de ces solutions au marché ou les moyens de tirer le meilleur parti du développement d'une médecine personnalisée.

Coopération stratégique en matière de résistance aux antimicrobiens

Dans le domaine de la prévention et de l'optimisation des traitements, la **lutte contre la résistance aux antimicrobiens** est elle aussi un défi majeur pour nos sociétés, comme le soulignent à intervalles réguliers l'OMS et l'Union européenne, qui met en œuvre une initiative de programmation conjointe sur la résistance aux antimicrobiens (JPI AMR) et une action conjointe sur la résistance aux antimicrobiens et les infections liées aux soins (EU-JAMRI).

Associées toutes deux à ces initiatives, la France et la Suède procéderont, dans ce cadre, à des échanges sur **les meilleurs moyens d'élaborer une approche « Une seule santé » de la lutte contre la résistance aux antimicrobiens**. Elles contribueront également au renforcement et à l'alignement des nombreuses initiatives internationales en la matière afin d'obtenir des résultats concrets.

Mise au point de méthodes de caractérisation des perturbateurs endocriniens

La question des perturbateurs endocriniens est un sujet déclaré d'intérêt commun et nos deux pays conviennent d'agir de concert afin de mettre au point des méthodes de caractérisation de ces substances.